

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU D 3

Numéro dans les séries spéciales :
2220 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :	
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
Cette instruction a été abrogée par l'instruction	
n°	du

FIXATION DU PRIX DE VENTE DE L'EAU
DANS LES SERVICES LOCAUX DE DISTRIBUTION

DOCUMENT A ABROGER

Instruction n° 66-142-M 0 du 29 décembre 1966.

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 70-47-M 0 du 5 mai 1970.

La loi n° 70-1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les libertés communales a prévu, dans son article 4, que seraient dispensées d'approbation les délibérations des Conseils municipaux fixant le prix de vente de l'eau dès lors qu'elles assurent l'équilibre réel des services de distribution.

La circulaire interministérielle LC n° 193 du 19 octobre 1971, reproduite en annexe, apporte des précisions sur l'application de la nouvelle procédure en distinguant les services exploités en régie directe et les services concédés et en définissant ce qu'il faut entendre par l'équilibre budgétaire réel.

A cet égard et dans l'hypothèse d'un budget présenté en équilibre, on peut admettre, par analogie avec les dispositions retenues pour les services d'assainissement, un relèvement du prix de l'eau quand cette ressource supplémentaire est destinée à assurer le remboursement des emprunts ou à financer des investissements ultérieurs, à condition que ces opérations figurent au budget prévisionnel du service.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
76

RGP	PGT	TPG	DOM	TPC-RF	P
-----	-----	-----	-----	--------	---

INSTRUCTION
N° 71-126 - M 0
du
2 novembre 1971

Si, pour les mêmes motifs, des recettes nouvelles apparaissaient nécessaires, alors que le budget présenté fait pourtant apparaître un excédent (cf. 1° - C de la circulaire interministérielle), le problème devrait m'être soumis, accompagné de tous éléments d'information intéressants.

Par ailleurs, il convient de souligner le rôle imparti aux Trésoriers-Payeurs Généraux à l'égard des Services de distribution d'eau.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux, lorsque ces Services sont concédés ou affermés, seront obligatoirement consultés par les Préfets lors de l'élaboration des nouveaux contrats ou d'avenants à des contrats en cours.

De plus, leur avis pourra être sollicité, soit à propos des documents budgétaires et comptables joints aux délibérations des Conseils municipaux, en cas de gestion directe, soit sur l'application des formules de revision des prix et des clauses de revision des tarifs de base, si les Services sont concédés ou affermés.

Enfin, les dispositions relatives à la fixation du prix de l'eau contenues dans les instructions n° 69-25 - M 0 du 24 février 1969 et 69-42 - M 0 du 25 avril 1969 sont abrogées.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,

GÉRARD PICARD.

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE
DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DES PRIX
(Bureau E 7.)

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ
PUBLIQUE
(Bureau D 3.)

Circulaire LC n° 193.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DES COLLECTIVITÉS LOCALES
(Bureau A 2.)

Paris, le 19 octobre 1971.

INSTRUCTION
N° 71-126 - M 0
du
2 novembre 1971

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

et

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

à

MESSIEURS LES PRÉFETS (Pour attribution) ;
MESSIEURS LES TRÉSORIER-PAYEURS GÉNÉRAUX ;
MESSIEURS LES INSPECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ECONOMIE NATIONALE ;
MESSIEURS LES DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX DU COMMERCE INTÉ-
RIEUR ET DES PRIX (Pour information).

**OBJET : Application de l'article 4 de la loi n° 70-1297 du 31 décembre 1970 sur la
gestion municipale et les libertés communales.**

Référ. : Instruction n° 67-113 du 12 décembre 1967 complétée par l'instruction
budgétaire et comptable n° 69-67 - M 0 du 12 juin 1969 (Economie et Finances) ;
Circulaire interministérielle n° 172 du 26 mars 1970 (Economie et Finances -
Intérieur) ;
Circulaire n° 70-559 du 12 décembre 1970 relative à l'application du décret
n° 68-876 du 7 octobre 1968 (Intérieur) ;
Circulaire n° 71-72 du 1^{er} février 1971 (Intérieur).

La loi du 31 décembre 1970 a, par son article 4, introduit dans le Code de
l'Administration communale un article 407 bis ainsi conçu :

« Par dérogation aux dispositions du titre II du livre I^{er}, les délibérations
par lesquelles les conseils municipaux fixent le prix de cession de l'eau potable
distribuée par les services communaux ou dont la distribution est concédée (1) par
la commune (2) ne sont pas soumises à approbation, sous réserve que le budget
de ces services soit en équilibre réel. »

Cet article détermine la nouvelle procédure applicable en matière de fixation
du prix de vente de l'eau. La circulaire n° 71-72 du 1^{er} février 1971 (Intérieur)
annonçait par ailleurs que des précisions seraient apportées pour son application.

Tel est l'objet de la présente circulaire.

La fixation des prix de vente de l'eau aux différents stades de la distribution
(gros et détail) et des prestations s'y rapportant faisait l'objet jusqu'à la publication
de la loi n° 70-1297 du 31 décembre 1970 d'une délégation de compétence dont

(1) Par service concédé, il faut également entendre service affermé.

(2) Le terme « commune » englobe les groupements de communes, les communautés
urbaines, les districts, etc.

la dernière vous avait été donnée par arrêté n° 25-626 du 29 novembre 1968 en application de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix. Les conditions et les modalités de l'aménagement des tarifs de vente d'eau étaient définies par notre circulaire interministérielle n° 172 du 26 mars 1970.

1° Services exploités en régie directe.

Dorénavant, les délibérations des communes fixant le prix de vente de l'eau deviennent exécutoires dès lors qu'elles assurent l'équilibre réel du service.

On doit entendre par équilibre réel, l'équilibre effectif entre les dépenses et les recettes. Il en sera ainsi dès lors que la section de fonctionnement sera équilibrée par des recettes provenant de la vente de l'eau et par des produits de l'exploitation (par exemple : location de compteurs).

A cet égard, les communes devront, au moment où elles délibéreront sur le problème de la modification des prix de l'eau, être en possession des comptes détaillés du service, et notamment du compte d'exploitation ainsi que du budget prévisionnel et de tous éléments sur lesquels s'appuient les décisions envisagées. Ces documents seront joints aux délibérations et adressés à l'autorité de tutelle qui pourra recueillir l'avis du Trésorier-Payeur Général, du Directeur départemental du Commerce intérieur et des Prix et des autres chefs de services locaux compétents.

Plusieurs hypothèses sont alors à distinguer se rapportant au budget établi compte tenu des prix en vigueur avant la délibération :

A. — LE BUDGET EST EN DÉSÉQUILIBRE

Dans cette hypothèse, deux cas peuvent se présenter :

- a) La majoration projetée permettra d'obtenir l'équilibre réel ; la délibération qui majore le prix de l'eau est exécutoire dans un délai de quinze jours après le dépôt qui en a été fait à la Préfecture ou à la Sous-Préfecture ;
- b) La majoration projetée ne permettra pas d'obtenir un tel résultat, mais tendra à réduire le déficit d'exploitation. Une approbation de la délibération est nécessaire.

B. — LE BUDGET EST EN ÉQUILIBRE

Dans cette hypothèse, très généralement aucune majoration du prix de l'eau n'est à prévoir et vous devez vous opposer à l'exécution de la délibération déterminant une telle majoration.

C. — LE BUDGET PRÉSENTÉ FAIT APPARAÎTRE UN EXCÉDENT DE RECETTES

Vous devez vous opposer à l'exécution de la délibération déterminant une majoration du prix de l'eau.

Il reste bien entendu que le contrôle de légalité prévu aux articles 42 et suivants du Code de l'Administration communale est applicable aux délibérations en cause.

2° Services concédés ou affermés.

A. — VARIATION DES PRIX

La variation des prix n'interviendra que par application des formules de révision de prix figurant dans les contrats de concession ou d'affermage liant les communes aux entreprises privées.

Vous devez recommander expressément aux communes ayant contracté avec ces entreprises pour la gestion des services d'eau d'effectuer un contrôle régulier de l'authenticité des variations des différents paramètres des formules de revision et des calculs aboutissant aux augmentations de prix.

Vous devez également rappeler que le niveau des prix résultant du jeu des formules de variation figurant dans les contrats doit rester dans des limites raisonnables.

L'application de ces formules de variation a pour objet essentiel d'assurer au contractant privé une sécurité inséparable de l'exécution d'un service public. Elle ne saurait avoir pour effet à la longue de dégager en sa faveur des profits sans rapport avec la situation qui existait au début du contrat, alors que la politique générale du Gouvernement s'attache à contenir les hausses de prix.

B. — REVISION DES TARIFS DE BASE

En conséquence, chaque fois qu'il existe dans les cahiers des charges des clauses permettant la revision des tarifs de base, les collectivités devront s'informer très précisément des conditions d'exploitation des entreprises chargées du service. Si ces collectivités constatent que les prix de vente de l'eau aux consommateurs dégagent des profits trop importants pour les entreprises privées, elles devront demander la revision en baisse des tarifs de base (1).

C. — MODIFICATION DES CONTRATS EN COURS

Si de semblables clauses, bien que prévues dans les cahiers des charges-types de concession ou d'affermage, n'existent pas dans les contrats effectivement conclus, vous devez inciter les municipalités à négocier avec les entreprises privées en vue d'obtenir, par conclusion d'avenants, l'insertion de telles clauses génératrices de baisses de prix dans les contrats en cours.

D. — CONTRÔLE DES CONCESSIONNAIRES ET FERMIERS

Une vigilance accrue est nécessaire pour protéger les intérêts de la collectivité et des usagers.

A cet effet, une plus grande rigueur doit se manifester dans le respect des clauses des contrats relatives à l'obligation de fournir périodiquement des documents comptables, d'exercer des contrôles techniques, etc., ainsi que dans l'application des articles 378 et suivants du Code de l'Administration communale.

E. — PASSATION DE NOUVEAUX CONTRATS

Les communes sont liées pour de longues périodes par les obligations qu'elles ont légalement contractées. Elles doivent, dans ces conditions, s'entourer de toutes les garanties possibles lors de l'élaboration d'un nouveau contrat, sans perdre de vue qu'il n'existe plus désormais la protection de l'ordonnance du 30 juin 1945 sur les prix, pour limiter les possibilités d'augmentation. Notamment, la structure des formules de revision de prix devra tenir compte des gains de productivité des entreprises contractantes par exemple par une augmentation très importante des parties fixes incluses dans ces formules.

(1) Qui doivent être établis hors taxes pour éviter que la T.V.A. ne joue au stade final sur un prix incluant déjà une T.V.A. déductible.

F. — CONCOURS DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉTAT

Les représentants des administrations de l'Etat (Trésoriers-Payeurs Généraux, Directeurs départementaux du Commerce intérieur et des Prix et autres chefs de services locaux) seront utilement sollicités par les collectivités locales lors des variations de prix et pour l'application des clauses de revision des tarifs de base.

Ces mêmes représentants seront, en tout état de cause, consultés par vos soins, lors de l'élaboration d'avenants à des contrats en cours ou de nouveaux contrats.

*
* *

Enfin, nous vous engageons à diffuser aux maires de votre département toutes directives complémentaires que vous jugeriez utiles en fonction des circonstances locales, en leur recommandant d'éviter des augmentations trop massives du prix de l'eau. Lorsque l'équilibre du service ne pourra être atteint que par une majoration considérable du prix, un rattrapage progressif devra être réalisé, étalé dans le temps sur plusieurs exercices. De même, il conviendra de rappeler que le concours du budget de la commune pour financer le déficit du service ne devra être qu'exceptionnel et limité à la période de remise en ordre du budget du service.

Par ailleurs, nous appelons particulièrement votre attention sur le fait que les directives contenues dans nos circulaires antérieures et non contraires aux dispositions de l'article 407 bis demeurent applicables.

Ces directives concernent entre autres pour les régies directes :

- le calcul périodique du ratio de facturation qui permet de suivre la gestion technique et économique du réseau ; fuites possibles ou gratuites des distributions qui doivent être supprimées (cf. circulaire n° 172 du 26 mars 1970, Intérieur et Finances, sur la fixation des prix de vente de l'eau) ;
- la tenue obligatoire d'une comptabilité distincte et normalisée instituée par l'instruction n° 67-113 - M 0 du 12 décembre 1967, complétée par l'instruction budgétaire et comptable n° 69-67 - M 0 du 12 juin 1969 (Finances) ;
- le transfert possible par la collectivité concédante à son concessionnaire ou à son fermier du montant de la taxe à la valeur ajoutée qui a grevé les achats ou les investissements propres à la commune (cf. la circulaire n° 70-559 du 12 décembre 1970 relative à l'application du décret n° 68-876 du 7 octobre 1968).

*
* *

Vous voudrez bien faire connaître dans un rapport succinct que vous adresserez en fin d'exercice, à chacun des services intéressés de nos deux départements ministériels, les conditions d'application et les difficultés que vous rencontrerez dans la mise en place de ces nouvelles dispositions.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,
JACQUES CALVET.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur,
ANDRÉ BORD.